

Ecrit par le 2 juillet 2026

Grand Delta Habitat, la croissance sous contrôle



Avec des loyers qui franchissent pour la première fois le seuil des 200M€, un autofinancement en bond de 85% et plus de 415M€ investis en 2025, [Grand Delta Habitat](#) confirme sa montée en puissance. Dans un secteur du logement social encore fragilisé, la première coopérative HLM de France revendique un modèle robuste, fondé sur une discipline financière serrée, une stratégie d'acquisitions opportuniste et une relation bancaire érigée en levier de croissance.

En 2025, la coopérative a porté son chiffre d'affaires à 271,5M€, en progression de 12% sur un an, pour 217,6M€ de loyers hors charges. Un seuil symbolique, presque psychologique, pour un bailleur social qui

Ecrit par le 2 juillet 2026

a longtemps avancé par paliers et franchit désormais un cap : La barre des 200M€ de loyers est tombée ; Celle des 100M€ de marge brute aussi.



Maisons individuelles GDH en location Copyright MMH

Une coopérative devenue poids lourd

Cette dynamique n'a rien d'anecdotique. Elle consacre la mue d'un acteur régional devenu, en 60 ans, un groupe structurant du logement social dans le quart sud-est. Créée en 1966, la coopérative -première Coop'HLM de France- gère aujourd'hui 42 430 logements, répartis sur trois régions, sept départements et 208 communes. Elle loge plus de 103 000 personnes, avec 15 agences de proximité et un ancrage particulièrement dense en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où elle est le premier bailleur social du Vaucluse et le deuxième de la région.

L'année du basculement

Le millésime 2025 marque un changement d'échelle. Grand Delta Habitat a dégagé 43,6M€

Ecrit par le 2 juillet 2026

d'autofinancement net HLM, contre 23,6M€ un an plus tôt. Une hausse de 85%, spectaculaire dans un secteur où la moindre marge de manœuvre se conquiert à l'euro près. Rapporté aux produits, cet autofinancement atteint 18,4%, loin au-dessus du seuil d'alerte réglementaire fixé à 3%.

Une combinaison de paramètres

La progression repose sur plusieurs ressorts conjoints : hausse des loyers portée par l'IRL (Indice de référence des loyers), recul de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), ralentissement des coûts de construction, baisse du taux du Livret A et montée en régime des opérations d'accession. À cela s'ajoute un pilotage rigoureux des charges, avec un signal particulièrement scruté par les partenaires financiers : malgré 3 055 logements supplémentaires en deux ans, la masse salariale recule par rapport à 2023. Le mot d'ordre ? Produire davantage mais sans gonfler la structure.



Batiment GDH réhabilité Copyright MMH

Casser les plafonds

Ecrit par le 2 juillet 2026

Grand Delta Habitat résume cette séquence en une formule athlétique : casser les plafonds. L'image n'est pas fortuite. En interne, 2025 est présentée comme l'année où la coopérative a 'franchi le mur' des 100M€ de marges brutes et 'cassé le plafond' des 200M€ de loyers. Une rhétorique de la performance, assumée, qui dit aussi combien la question financière est devenue centrale dans le pilotage du logement social.

Le pari des volumes

La croissance de Grand Delta Habitat ne repose pas uniquement sur la construction neuve. Elle tient, de plus en plus, à une stratégie de diversification des modes de production. En 2025, la coopérative a mis en chantier 871 logements, obtenu 986 agréments, engagé 869 réhabilitations et, surtout, acquis 1 561 logements. Sur deux ans, plus de 3 000 logements ont ainsi été rachetés à d'autres bailleurs sociaux, qui eux souhaitent surtout refaire leur trésorerie.

Le temps de la croissance externe

Ce choix est loin d'être marginal. Il reflète une lecture lucide du marché : Dans un environnement où le neuf reste contraint, où les coûts de sortie pèsent encore lourdement sur les bilans et où certains opérateurs arbitrent leur patrimoine, le rachat devient un outil de croissance à part entière. Grand Delta Habitat s'en sert pour maintenir ses volumes, sécuriser ses objectifs et accélérer son changement d'échelle.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Ecrit par le 2 juillet 2026

Habitat intergénérationnel GDH Copyright MMH

Construction et réhabilitation

Au total, 278M€ ont été engagés dans la construction et la réhabilitation, auxquels s'ajoutent 137M€ consacrés aux acquisitions patrimoniales. Soit plus de 415M€ injectés en 2025 dans l'économie des territoires. À l'échelle d'un bailleur social, l'effort est considérable. À l'échelle locale, il fait de la coopérative un investisseur de premier rang.

La banque comme infrastructure invisible

C'est tout l'objet du 'Delt'Apéro Transparence bancaire', rendez-vous désormais bien installé dans la gouvernance de Grand Delta Habitat, pour faire de la pédagogie financière un outil de crédibilité. Le principe ? Exposer aux banques, sans fard, les résultats, les fragilités, les hypothèses et les arbitrages. Un acte de transparence qui n'est pas un exercice de communication mais un mécanisme de sécurisation ; «Aborder la transparence bancaire, c'est confirmer que la confiance n'est pas un mot mais une action », souligne Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, reprenant : « La confiance réciproque constitue l'élément majeur sans lequel aucun de nos projets ne pourraient aboutir. »

Dans le logement social, où le temps long impose des montages complexes et des horizons d'amortissement étendus, la relation bancaire est, finalement, une infrastructure invisible qui conditionne la dette, donc la capacité à bâtir, réhabiliter, acquérir et arbitrer. Grand Delta Habitat en a fait un actif stratégique.

Une signature financière solide

Cet équilibre est conforté par un signal rare dans le monde du logement social : La confirmation, en janvier 2026, de la notation S&P Global Ratings à A+ pour le long terme, avec perspective stable, et A1 pour le court terme. Pour un bailleur, cette notation vaut davantage qu'un label. Elle conditionne la qualité de la signature, rassure les financeurs, fluidifie l'accès au crédit et crédibilise les ambitions d'investissement. En clair ? Elle abaisse le coût du capital et élargit les marges de manœuvre.« À quoi s'ajoute la notation de solidité annuelle délivrée par Standard & Poor's, renouvelée à A+ long terme et A1 court terme, renforcée par une perspective stable», souligne Michel Gontard, qui y voit moins un satisfecit qu'un outil de continuité.

Ecrit par le 2 juillet 2026

mon appart <small>par Grand Delta Habitat</small>	ma villa <small>par Grand Delta Habitat</small>	mon terrain <small>par Grand Delta Habitat</small>
 <p>PSLA</p> <p>Rochefort du Gard (30)</p> <p>10 appartements du T2 au T4</p> <p>A partir de 127 500 €</p> <p>Livraison 2027</p>	 <p>BRS</p> <p>Pertuis (84)</p> <p>7 villas T4 et T5</p> <p>A partir de 266 000 €</p> <p>Livraison 2027</p>	 <p>Jonquières (84)</p> <p>6 terrains viabilisés</p> <p>A partir de 78 000 €</p> <p>Livraison été 2026</p>

Quelques-uns des futurs projets GDH

Croître, sans se disperser

Grand Delta Habitat avance avec pour ambition de se développer, oui, mais sans se diluer. La coopérative promeut un développement de proximité, adossé à des outils de diversification ciblés : Bail Réel Solidaire (BRS), PSLA (Prêt social location-accession), accession sociale via sa filiale Axédia, foncière coopérative, redynamisation de centres-villes avec Sud Attractivité. Une galaxie d'outils pensée non pour diversifier l'image, mais pour sécuriser les modèles.

Le logement locatif en zone tendue

Plus de 3 300 logements locatifs sont déjà en développement, principalement dans le Var, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, là où la pression résidentielle reste la plus forte. Objectif ? Poursuivre la croissance, maintenir le volume, absorber les chocs, sans renoncer à la vocation sociale. En creux ? L'ADN de Grand Delta Habitat : faire d'un bailleur social un opérateur capable d'industrialiser sa croissance sans perdre sa légitimité territoriale. En 2025, la coopérative a démontré qu'elle savait changer d'échelle ; Reste désormais à conserver le rythme.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 2 juillet 2026



Les Fabriques - Marseille (13)
49 logements // Livraison 2027



Gendarmerie - Vedène (84)
Caserne + 56 logements // Livraison 2027



Sainte Victoire - Trêts (13)
30 logements // Livraison 2028



Rosa Nova - Toulon (83)
25 logements // Livraison 2028



Sumerie - Mandelieu la Napoule (06)
30 logements // Livraison 2028

Quelques-uns des futurs projets GDH

Crédit Agricole Alpes Provence : « pour être solidaire, il faut être solide »

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le Crédit Agricole Alpes-Provence vient de présenter ses résultats 2025 où la satisfaction client a été l'une des principales priorités du groupe bancaire régional. La banque coopérative a aussi dévoilé ses perspectives 2026 avec pour objectif un renforcement de sa présence sur le territoire ainsi que la rénovation de plusieurs agences dans le Vaucluse

En 2025, [le Crédit Agricole Alpes Provence](#) a comptabilisé 44 000 nouveaux clients, portant son portefeuille à 809 036 clients sur l'ensemble de ses marchés, dont 363 000 clients sociétaires (+30 000 nouveaux clients sociétaires) et 121 000 clients entreprise/professionnels/agriculteurs (+3 200 nouveaux clients). Dans le même temps, le groupe bancaire régional affiche 15 nouvelles ETI (Entreprise de taille intermédiaire) clientes. Désormais, 117 des 325 ETI dont le siège est sur le territoire sont clientes du Crédit Agricole Alpes Provence.

Cette dynamique est également reconnue par les clients eux-mêmes. En 2025, le Crédit Agricole Alpes Provence se classe 1ère banque de son territoire en e-réputation, avec une note moyenne de 4,9/5 sur Google et 4,6 sur AppleStore. Elle s'inscrit dans une ambition claire : être la banque leader sur ses

Ecrit par le 2 juillet 2026

territoires, avec un objectif d'un million de clients satisfaits.

« En 2025, la satisfaction client a été le premier moteur du Crédit Agricole Alpes Provence. »

Laurent Fromageau, directeur général du Crédit Agricole Alpes Provence

« En 2025, la satisfaction client a été le premier moteur du Crédit Agricole Alpes Provence : elle a guidé notre action collective et permis de conjuguer des résultats solides, une gestion prudente des risques et un impact durable, au service des territoires, des entreprises, et des projets de vie de nos clients, confirme [Laurent Fromageau](#), directeur général du Crédit Agricole Alpes Provence. En 2026, nous accélérerons encore, en faisant de l'hyper-satisfaction client le levier central de notre performance durable et de notre utilité pour les territoires. »

« Les attentes des Français et de nos clients évoluent, tout comme leurs usages, poursuit le directeur général du Crédit Agricole Alpes Provence. Notre responsabilité est d'y répondre en renforçant notre utilité : utiles au quotidien pour nos clients, utiles pour le développement de nos territoires et à l'économie réelle. »

[Crédit agricole Alpes-Provence : une task force pour mieux accompagner les entreprises tous azimuts](#)

3 axes majeurs d'engagement

Afin d'accompagner l'évolution des attentes et d'accélérer la satisfaction de l'ensemble de ses clients, particuliers, professionnels et entreprises, le Crédit Agricole Alpes Provence a adopté une charte d'engagements structurée autour de trois axes majeurs.

Afin d'apporter davantage de réactivité, la banque garantie une réponse dans la journée. « Avec plus de 2 000 collaborateurs, 9 décisions sur 10 sont prises directement en agence, permettant de multiplier par 4,5 le nombre de dossiers traités en autonomie entre septembre et décembre 2025, précise le Crédit Agricole. Cette évolution est reconnue par 87 % des clients. »

Pour cela, la banque coopérative peut s'appuyer sur son réseau de 144 agences de proximité et 24 agences spécialisées totalisant 318 rendez-vous téléphoniques ou en visioconférence et 897 rendez-vous en agence par jour.

Par ailleurs, grâce [à sa nouvelle Task Force Entreprises 360°](#), le Crédit Agricole Alpes Provence propose

Ecrit par le 2 juillet 2026

un accompagnement global aux entreprises des territoires, face à leurs enjeux économiques, financiers et humains. Ce dispositif s'appuie notamment sur le capital-investissement avec Sofipaca.

[Le Crédit Agricole n'est plus seulement financeur du territoire mais façonneur](#)

Les résultats 2025

En 2025, la collecte globale du Crédit Agricole Alpes Provence dépasse 27 milliards d'euros, en hausse de 1,243 milliard d'euros sur un an (+4,8%). Cette dynamique est notamment portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 8,8%.

L'encours de crédits franchit les 20 milliards d'euros, en hausse de 690M€ (+3,6%). Cette évolution concerne l'ensemble des marchés, y compris les entreprises, dans un contexte de ralentissement de l'investissement.

Cette performance commerciale s'appuie également sur une intensification de l'équipement des clients, favorisée par le déploiement de nouveaux parcours digitaux. En 2025, le stock de contrats de Banque au Quotidien progresse de 3,5% (+12 900 contrats) et le nombre de cartes de 3% (+16 465 cartes). Les assurances de biens et de personnes poursuivent leur croissance, avec +16 630 contrats supplémentaires en portefeuille.

« La politique prudente du Crédit Agricole Alpes Provence s'appuie sur une structure financière particulièrement solide. »

Le produit net bancaire atteint 494,4M€, en hausse de +8,2%, bénéficiant d'une croissance retrouvée de la marge d'intermédiation (+12,4%) et de la dynamique d'équipement des clients en services bancaires, assurances et prévoyance, qui porte la progression des commissions à +2,5%.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 195,5M€, en augmentation de +16,6%, traduisant la solidité du modèle opérationnel. Les charges de fonctionnement progressent de manière maîtrisée (+3,3% en normes françaises), principalement sous l'effet de l'inflation. Au final, en normes FR, le résultat s'établit à 116,3M€, en progression de +13,1% par rapport à 2024.

« Pour être solidaire, il faut être solide », rappelle [Franck Alexandre](#), président du Crédit Agricole Alpes Provence,

Rénovation des agences en Vaucluse

Dans le cadre de son plan de rénovation, le Crédit Agricole Alpes-Provence a prévu de réaménager une trentaine de ses agences vauclusiennes d'ici 3 ans. Pour 2026, 11 agences devraient ainsi faire déjà l'objet de travaux dans le département. Cela a été déjà le cas tout récemment des sites bancaires de Cavaillon et de Malaucène

Ecrit par le 2 juillet 2026

Une gestion prudente

En 2025, le coût du risque s'établit à -56,4M€, en hausse par rapport à 2024 (-35,3M€). Cette évolution reflète un renforcement volontaire des couvertures, avec une dotation en provisions individuelles portée à 54,6M€ (contre 11,1M€ en 2024). Les provisions au titre d'IFRS 9 ont, quant à elles, une incidence plus limitée en 2025 (1,5M€), portant leur encours à 237,6M€.

Malgré un contexte de défaillances d'entreprises en augmentation, la qualité du portefeuille de crédits demeure maîtrisée. Le taux d'encours en défaut s'établit à 1,91% au 31 décembre 2025 (contre 1,56% en 2024). Avec un taux de couverture de 50,53%, le Crédit Agricole Alpes Provence maintient un niveau élevé de protection. Au global, les provisions constituées au titre du risque de crédit atteignent 431,2M€, auxquelles s'ajoutent 124,2M€ de Fonds pour Risques Bancaires Généraux en normes françaises, portant le niveau de couverture global de l'actif clientèle à 2,78%. La politique prudente du Crédit Agricole Alpes Provence s'appuie sur une structure financière particulièrement solide. Au 31 décembre 2025, le ratio de liquidité réglementaire Bâle 3 (LCR) s'élève à 109,3%, traduisant une capacité élevée à faire face aux besoins de financement des clients. Le ratio de solvabilité global atteint 21,4%, un niveau très largement supérieur aux exigences réglementaires (SREP : 11%), confirmant la robustesse du bilan.

Laurent Garcia



Renforcement du comité de direction

Le Crédit Agricole Alpes Provence vient également de procéder à plusieurs nominations au sein de son Comité de direction. Un renforcement qui intervient dans le cadre de son plan stratégique '[Nouvelles Proximités](#)' visant à étoffer ses expertises clés : ressources humaines, développement commercial, gestion des risques et gouvernance.

Dans ce cadre, [Antoine Guigny](#) (à droite sur la photo ci-dessus) est nommé Directeur du Développement Crédits et Assurances depuis le 1er décembre 2025. Ingénieur Arts et Métiers, il a exercé depuis 2001 au sein de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole puis du Crédit Agricole Nord de France. Il mettra son expertise en innovation, data, digital et assurances au service du développement commercial et de la performance durable du Crédit Agricole Alpes Provence. Pour sa part, [Xavier Perrin](#) (à gauche sur la photo) est nommé Directeur Capital et Développement Humain depuis le 1er janvier 2026. Grâce à

Écrit par le 2 juillet 2026

un parcours solide au sein du groupe Crédit Agricole et de ses filiales, marqué par l'accompagnement de transformations RH d'envergure en France et à l'international, il aura pour mission de piloter et d'accompagner le projet humain de l'entreprise.

Enfin, [Claire Pittelioen](#) (au centre sur la photo) est nommée Directrice des Risques, du Contrôle Permanent et de la Conformité à compter du 1er février 2026. Entrée dans le Groupe Crédit Agricole en 2000, elle dispose d'une expérience approfondie en audit, maîtrise des risques et transformation des organisations. Elle accompagnera le développement du Crédit Agricole Alpes Provence dans un cadre de solidité, de conformité et de performance durable.

Crédit photo DR/Benjamin Loembet

Crédit agricole Alpes-Provence : une task force pour mieux accompagner les entreprises tous azimuts

Ecrit par le 2 juillet 2026



[Le Crédit agricole Alpes-Provence](#) vient de lancer une 'task force 360°' dédiée à l'accompagnement des entreprises. L'objectif est de réunir les expertises existantes de la banque régionale ainsi que de nouvelles hyper compétences spécialisées afin de répondre aux besoins clés des entreprises, de la trésorerie aux ressources humaines, jusqu'à la confiance numérique.

« Avec cette task force 360°, nous franchissons une nouvelle étape de notre engagement. »

Laurent Fromageau, directeur général du Crédit agricole Alpes-Provence

« L'hyper-proximité n'est pas un slogan : c'est un engagement, insiste [Laurent Fromageau](#), directeur général du Crédit agricole Alpes-Provence. Dans un contexte national où les entreprises doivent faire face à des transformations rapides et parfois profondes, avec les équipes du Crédit Agricole Alpes Provence nous avons fait le choix d'accélérer. Avec cette task force 360°, nous franchissons une nouvelle étape de notre engagement : apporter des réponses concrètes, expertes et immédiatement opérationnelles à toutes les entreprises de nos territoires. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Un levier de financement pour les PME et ETI

Concrètement cette accompagnement s'appuie sur la mise à disposition de solution de capital-investissement. Dans ce cadre, le Crédit Agricole Alpes Provence va donc renforcer son action grâce à un nouvel apport de 15M€ de ses actionnaires, un réinvestissement systématique des résultats, une augmentation des seuils d'intervention jusqu'à 10M€ par opération et jusqu'à 50€ aux côtés des autres structures d'investissement du groupe Crédit Agricole.

Pour cela la banque peut notamment s'appuyer sur un partenaire durable : [Sofipaca](#) qui depuis sa création en 1984 a accompagné plus de 300 PME et ETI de la région.

« L'intervention de Sofipaca en tant qu'associé dans les entreprises de la région crée une proximité encore plus forte avec les dirigeants et renforce le rôle de 'façonneur du territoire' du Crédit agricole, » explique [Florence Politi](#), directrice d'investissements de Sofipaca qui a aujourd'hui sous gestion 150M€ dans des secteurs clés de l'économie régionale : santé, agriculture, numérique, énergie, mobilité et tourisme.

Renforcer la confiance numérique

Dans le même temps, le Crédit agricole Alpes-Provence ambitionne d'apporter des solutions simples et sécurisées pour accompagner toutes les entreprises dans le domaine de la facture électronique. Pour cela, la banque propose les outils [Kollecto](#) (pour les entreprises de moins de 50M€ de CA) et [Doxalia](#) (pour celle de plus de 50M€ de CA) qui permettent notamment d'importants gains de temps.

Relever le défi des RH

À l'heure où l'attractivité, la fidélisation et le pouvoir d'achat des collaborateurs sont devenus des enjeux majeurs, le Crédit agricole Alpes-Provence a aussi décidé de structurer une offre dédiée pour accompagner les PME du territoire dans leurs problématiques RH. Avec [la banque des ressources humaines](#), la banque propose une offre comprenant une épargne salariale et retraite pour motiver et valoriser les salariés (via Amundi), une assurances santé et prévoyance pour protéger les salariés (via Crédit Agricole Assurances) ainsi que Worklife, une solution digitale pour simplifier et enrichir le quotidien des salariés.

Afin de soutenir cette nouvelle offre stratégique, le Crédit agricole Alpes-Provence a créé 6 postes spécifiquement dédiés.

Les projets 2026

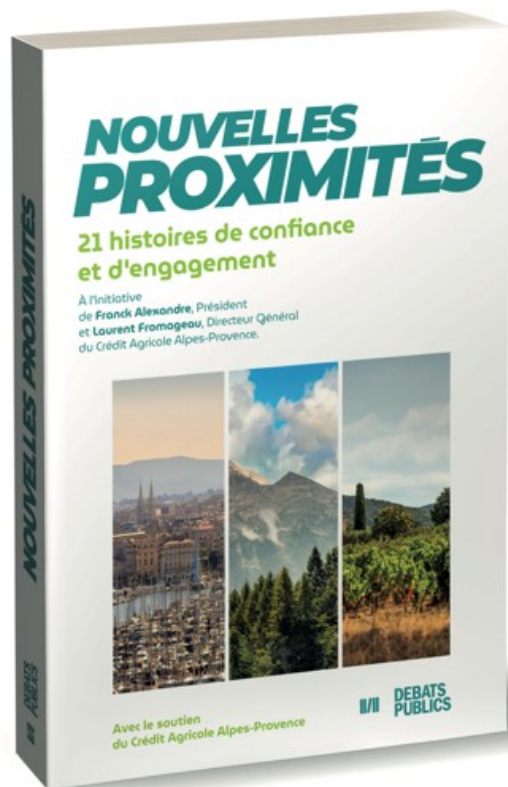
Outre un engagement fort dans la perspective des JO 2030, le Crédit agricole Alpes-Provence considère que la transmission d'entreprise constitue un enjeu central pour l'économie régionale, avec 70 000 entreprises susceptibles de changer de main dans les 5 prochaines années et plusieurs millions d'emplois concernés à l'échelle nationale.

Le Crédit Agricole Alpes Provence structure donc une réponse dédiée pour sécuriser ces étapes clés et accompagner durablement les dirigeants avec la création en 2026 de la Banque Patrimoine qui offrira une approche intégrée combinant expertise financière, fiscale et juridique pour accompagner les opérations de succession, de reprise ou de restructuration patrimoniale. Egalement prévu la création d'une direction dédiée aux marchés des entreprises qui complétera les dispositifs déjà déployés par la Caisse Régionale (événements dédiés à la transmission, sessions Loi de Finances, accompagnement des experts-comptables et suivi individualisé par les chargés d'affaires).

Ecrit par le 2 juillet 2026

Pour rappel, le Crédit agricole Alpes-Provence est une banque coopérative couvrant les territoires des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et des Hautes-Alpes. Forte de plus de 800 000 clients, 350 000 sociétaires et d'un réseau de plus de 130 points de ventes, l'établissement bancaire « la solidité financière et la capacité à mobiliser l'expertise » du 9^e groupe bancaire mondial.

L.G.



Livre : 'Nouvelles Proximités : 21 histoires de confiance et d'engagement'

A l'initiative de [Laurent Fromageau](#) (à gauche sur la photo ci-dessus), et [Franck Alexandre](#) (à droite), respectivement directeur général et président du Crédit Agricole Alpes Provence, le nouvel ouvrage 'Nouvelles Proximités : 21 histoires de confiance et d'engagement' de la collection [Débats publics](#) « propose un voyage au cœur des Alpes et de la Provence à la rencontre des dirigeants d'entreprises et d'associations qui bâtissent le futur de cette région. Chaque porteur de projet dialogue avec un président d'une caisse locale du Crédit agricole Alpes-Provence pour mieux comprendre les 21 projets qui façonnent le territoire. »

Parmi eux, plusieurs Vauclusiens Franck Alexandre de la Caisse locale de Beaumes-de-Venise, Alain Bremond président de la caisse de Pertuis, Jordan Charransol, président de Jeunes agriculteurs de

Ecrit par le 2 juillet 2026

Vaucluse et viticulteur et maraîcher dans l'enclave des papes, Marilyn Gallet, présidente de la caisse de Pernes-les-Fontaines, Morgane Cousin, présidente de l'association Egal Accès, Céline Isirdi présidente de la caisse de Cadenet, Laure Galpin, directrice générale du Parc naturel régional du Luberon, Martine Millet, vice-présidente de la caisse de Bollène, André Bernard, président du canal de Carpentras, Florence Mutte, vice-présidente de la caisse de Carpentras, Serge Andrieu, président du conseil de surveillance du centre hospitalier de Carpentras, François Sanchez, président de la caisse de l'Isle-sur-la-Sorgue ainsi que Frédéric Gaillanne de la fondation Gaillanne.

« À travers ces récits et ces initiatives se dessine une région plus inclusive, plus solidaire et profondément ancrée dans le collectif, explique l'éditeur. Ces histoires témoignent également d'un lien singulier : celui qu'entretient le Crédit Agricole Alpes Provence avec les forces vives locales, qu'elles se trouvent dans les villes ou dans les campagnes. Une relation de confiance unique, fondée sur des valeurs d'utilité, d'universalité et de responsabilité partagée. »

'Nouvelles Proximités : 21 histoires de confiance et d'engagement'. 311 pages. Prix : 20€ TTC. Collection Débat publics.

Une nouvelle directrice générale adjointe pour le Crédit Agricole Alpes Provence

Ecrit par le 2 juillet 2026



[Galyna Zhukova](#) est la nouvelle directrice générale adjointe du [Crédit Agricole Alpes Provence](#). Elle a pris ses fonctions depuis le 1er novembre dernier aux côtés de [Laurent Fromageau](#), Directeur Général, ainsi que [Serge Gaona](#) et [Jérôme Lebon](#), Directeurs Généraux Adjointes.

Galyna Zhukova interviendra prioritairement dans les domaines de la banque de proximité, du marketing, de la transformation et des valeurs mutualistes. Elle prendra tout particulièrement la responsabilité du pilotage de plusieurs chantiers structurants de la stratégie d'entreprise 'Nouvelles Proximités', dont l'ambition est de faire de la proximité un véritable levier de transformation au service des territoires et de celles et ceux qui les font vivre.

Après avoir dirigé le réseau de plus de 200 agences du Crédit Agricole en Ukraine, celle qui est diplômée d'un MBA en économie et droit international de l'Université d'État de Kyiv, est reconnue « pour sa culture de la relation client, sa conduite du changement et son leadership fédérateur ».

En Ukraine, elle a notamment piloté la transformation, la communication, le mutualisme et la RSE. « Elle a impulsé une vision partagée : celle d'une banque coopérative utile, proche et innovante », précise le Crédit Agricole Alpes Provence.

« Rejoindre le Crédit Agricole Alpes Provence, c'est contribuer à un projet d'entreprise puissant, profondément ancré dans ses territoires et tourné vers l'avenir, explique la nouvelle directrice générale adjointe. Je me réjouis de pouvoir mettre mon expérience au service d'équipes engagées, dans un contexte où la proximité et la responsabilité permettent d'agir durablement pour le territoire et ses habitants. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

« La nomination de Galyna Zhukova s'inscrit dans la continuité du projet 'Nouvelles Proximités' que nous menons avec l'ambition de conjuguer performance et ancrage territorial fort, pour devenir leader sur nos territoires, complète Laurent Fromageau. Son parcours international et son expérience de la transformation sont des atouts précieux pour accompagner les évolutions du modèle coopératif et renforcer notre capacité d'innovation au service de nos clients et de nos territoires. »

82% des Français prêts à réallouer leur Livret A vers un placement plus dynamique



À l'occasion de l'annonce du passage du Livret A à 1,7%, [Bricks](#), Proptech française d'investissement participatif en ligne, spécialisée dans les projets d'investissement

Ecrit par le 2 juillet 2026

immobilier, a mené une enquête auprès de 3 201 Français afin de connaître leur opinion. Un sondage qui révèle une perte de confiance massive envers l'épargne réglementée et une volonté affirmée de se tourner vers des placements plus dynamiques, accessibles et surtout rentables.

Les Français n'ont pas vraiment été surpris de l'annonce de la baisse du Livret A. En effet, plus de 71% étaient déjà conscients qu'une diminution était prévue cet été.

Cette anticipation massive est une bonne illustration de l'inquiétude grandissante vis-à-vis du rendement de l'épargne de précaution.

Étiez-vous au courant que le taux du Livret A allait baisser à 1,7 % au 1er août 2025 ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	71 %
Non	29 %

©Bricks

Une baisse prévisible, mais qui déçoit beaucoup les Français !

Près de 77% des Français jugent la baisse du taux du Livret A à 1,7% inacceptable ou décevante, pointant du doigt une pénalisation directe de l'épargne populaire.

Dans le détail, 39% dénoncent une décision « inacceptable » qui affaiblit le rendement de leur épargne et 38% se disent « déçus, mais lucides » face à un contexte économique incertain.

Seuls 17% maintiennent leur confiance dans le Livret A pour sa sécurité, et à peine 6 % saluent cette mesure comme un levier utile à l'investissement public.

Que pensez-vous de cette baisse ?	
Réponses	Pourcentages
Inacceptable : cela pénalise trop l'épargne des Français	39 %
Décevant, mais compréhensible vu le contexte économique	38 %
Peu importe, je garde mon Livret A pour sa sécurité	17 %
Une bonne chose pour soutenir d'autres investissements publics	6 %

©Bricks

Plus de 7 Français sur 10 veulent changer de cap

Cette baisse provoque une véritable onde de choc chez les épargnants. Ainsi, 73% des Français envisagent de modifier leur stratégie d'épargne : 42% vont chercher activement d'autres alternatives d'investissement, et 31% prévoient de retirer une partie de leur argent de leur Livret A.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Seulement, 19% déclarent vouloir quand même laisser leur épargne sur le Livret A, principalement pour sa sécurité, et 8% restent indécis.

Sans surprise, ces chiffres témoignent d'une perte de confiance grandissante vis-à-vis des produits d'épargne classiques et d'une ouverture sans précédent à des solutions nouvelles, plus rentables et accessibles.

Allez-vous modifier votre stratégie d'épargne à cause de cette baisse ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, je vais retirer une partie de mon argent	31 %
Oui, je vais chercher d'autres alternatives d'investissement	42 %
Non, je laisse mon argent sur le Livret A	19 %
Je ne sais pas encore	8 %

©Bricks

Épargne : 79 % des Français prêts à passer à l'action

Près de 8 Français sur 10 envisagent d'investir leur épargne autrement : 13% ont déjà franchi le cap, 29% y pensent activement, et 37% pourraient se lancer si les risques restent modérés.

Seuls 21% privilégient encore exclusivement la sécurité, même si l'intérêt financier n'est pas au rendez-vous.

Seriez-vous prêt(e) à investir une partie de votre épargne dans d'autres supports ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, j'ai déjà investi	13 %
Oui, j'y pense sérieusement	29 %
Peut-être, si le risque est modéré	37 %
Non, je préfère la sécurité avant tout	21 %

©Bricks

Les Français veulent du rendement, mais avec un cadre rassurant

L'assurance-vie reste en tête, plébiscitée par plus d'un Français sur deux. Mais l'immobilier sous toutes ses formes séduit massivement, notamment en version locative ou fractionnée à 43% ainsi qu'en crowdfunding à 31%.

Avec 34% d'intérêt pour la Bourse, les ETF s'installent comme la nouvelle vague des placements accessibles.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Enfin, 10% osent les cryptos, signe que la prudence domine encore.

Parmi les alternatives suivantes, lesquelles vous paraissent intéressantes ?	
Réponses	Pourcentages
Assurance-vie	52 %
Immobilier locatif ou fractionné	43 %
L'immobilier participatif, crowdfunding immobilier	31 %
SCPI	19 %
Bourse (ETF, actions)	34 %
Crypto-actifs	10 %
Autre	1 %

©Bricks

82 % des Français prêts à vider leur compte

Les Français détenteurs d'un Livret A semblent disposés à agir face à cette baisse.

Ainsi, 49% envisagent de rediriger au moins 30% de leur épargne vers un placement plus dynamique.

Chiffre inédit et fait marquant : 12% seraient même prêts à transférer l'intégralité de leur épargne réglemée.

En parallèle, seuls 18% déclarent vouloir conserver intégralement leur Livret A, confirmant une frilosité d'une partie de certains épargnants.

Quelle part de votre Livret A seriez-vous prêt(e) à réallouer vers un placement plus dynamique ?	
Réponses	Pourcentages
Moins de 10 %	11 %
Entre 10 % et 30 %	22 %
Entre 30 % et 50 %	21 %
Plus de 50%	16 %
100 %	12 %
Aucune	18 %

©Bricks

L'avenir du Livret A en péril ?

Malgré l'annonce récente, 21% des Français restent attachés au Livret A comme socle d'épargne. Mais près de la moitié (47%) estiment qu'il ne pourra survivre sans réforme en profondeur.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Ils sont même 25% à considérer qu'il est devenu totalement obsolète et trop peu rentable, un signal fort adressé aux acteurs publics.

Enfin, seuls 7% se montrent indécis.

Selon vous, le Livret A a-t-il encore un avenir ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, il reste un pilier incontournable de l'épargne	21 %
Oui, mais il faut revoir son fonctionnement	47 %
Non, il est devenu trop peu rentable	25 %
Je ne sais pas	7 %

© Bricks

Étude réalisée par Bricks

Béatrice Ogé nommée déléguée générale Méditerranée du Crédit Coopératif

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le Crédit Coopératif, banque engagée dans l'accompagnement des transitions sociétales et environnementales, a nommé de Béatrice Ogé au poste de déléguée générale Méditerranée.

Béatrice Ogé prend la direction de la délégation régionale Méditerranée du Crédit Coopératif qui compte 144 collaborateurs et neuf centres d'affaires dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie. Elle succède à Christian Martinez, qui a lui été nommé au poste de délégué général d'Ile-de-France.

C'est en 1991 que Béatrice Ogé a rejoint la banque en tant que chargée d'affaires à Marseille puis à Montpellier. Elle a ensuite évolué au sein de plusieurs postes tels que directrice du centre d'affaires de Nîmes, puis de celui d'Avignon, ou encore déléguée générale de la Nouvelle-Aquitaine. En tant que déléguée générale Méditerranée, elle mènera ses missions en cohérence avec le nouveau plan stratégique 2025-2030 : '100% engagés'.

« Je suis ravie de rejoindre les équipes de la délégation Méditerranée qui accompagnent au quotidien plus de 53 000 clients, a-t-elle déclaré. Ensemble, nous allons mettre en œuvre notre nouveau plan stratégique en ayant à cœur de délivrer une haute qualité de service et en nous appuyant sur une vie coopérative dynamique. Nous sommes fiers d'être des partenaires de confiance pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les entreprises locales et pour les particuliers qui croient dans une finance engagée et durable. »

Autonomie financière : un dispositif pour accompagner les victimes de violences conjugales



La **Banque populaire méditerranéenne** vient de mettre en place un dispositif d'autonomie financière à l'attention des personnes victimes de violences conjugales. Il s'agit d'une offre bancaire gratuite d'une durée de 2 ans. Elle concerne 9 départements du sud-est (dont la région provençale) couverts par cette banque coopérative, filiale du groupe BPCE.

C'est une problématique majeure. Les femmes victimes de violences conjugales désirant partir du domicile se confrontent à la question de l'indépendance financière. Partir, tout recommencer, se loger, se

Ecrit par le 2 juillet 2026

meubler, se nourrir, se déplacer relèvent d'un défi immense pour les victimes, fragilisées par la situation vécue en couple.

En 2024 dans le département vauclusien, [1512 violences contre les femmes](#) majeures en contexte familial ont été recensées, avec une augmentation de 9,19% depuis 2023. Une expérimentation de [l'aide d'urgence créée par la CAF](#) il y a 17 mois a été sollicitée par 326 femmes, pour un montant moyen de 881€.

“Un tiers des femmes n'ont pas de source de revenus.”

Jean-Jacques Roman, ancien directeur de l'antenne avignonnaise de la Banque populaire

Face à ces actes de violence conjugale en augmentation, la coopérative bancaire régionale s'engage dans un nouveau projet social depuis avril 2025. “Un quart des femmes en France ne disposent pas d'un compte bancaire personnel, et un tiers n'ont pas de source de revenus autre que celle de leur conjoint” fait remarquer [Jean-Jacques Roman](#), ancien directeur de l'antenne avignonnaise de la Banque populaire et désormais directeur de communication au sein du groupe.

Ce qui n'est pas sans rappeler les antiques difficultés des femmes mariées, ayant enfin le droit, [à partir de 1965](#), d'accéder à leur compte bancaire. À ce jour, “seuls 39% des Français en couple gardent leur argent sur un compte personnel. Un tiers (34%) mixent compte personnel et compte joint, et un quart des couples ne possèdent qu'un compte joint” selon une étude de MoneyVox et YouGov.

Objectif : parvenir rapidement à l'autonomie financière

C'est dans cette perspective d'autonomie et de renforcement financiers que la banque siégeant à Nice déploie son dispositif sur toute la région PACA, ainsi que sur le Gard et l'Hérault. L'accompagnement s'articule ainsi : ouverture simplifiée d'un compte bancaire gratuit pendant 2 ans, réception de la carte et des correspondances bancaires en dehors du domicile conjugal, et suivi clientèle par des conseillers formés à l'enjeu des violences conjugales. L'objectif à terme devrait permettre aux femmes victimes et vulnérables de gérer leurs dépenses et de subvenir à leurs besoins, en n'étant plus dépendantes de leur conjoint.

Amy Rouméjon Cros

60 ans de l'accès au compte bancaire pour

Ecrit par le 2 juillet 2026

les femmes mariées : quelle répartition de l'argent dans le couple ?



Cela fait 60 ans cette année que la « Loi portant réforme des régimes matrimoniaux » a permis aux femmes mariées d'ouvrir un compte bancaire à leur nom sans autorisation de leur mari, entamant un profond changement dans la gestion de l'argent en couple. Où en sommes-nous, aujourd'hui, de la répartition des tâches, du budget et des contributions, dans les finances familiales? [MoneyVox](#) dévoile son enquête sur l'argent dans le couple réalisé avec [YouGov](#).

Le point de départ de la cogestion de l'argent du couple

Si la loi de 1965 est une étape importante vers l'émancipation financière des femmes mariées, dont le

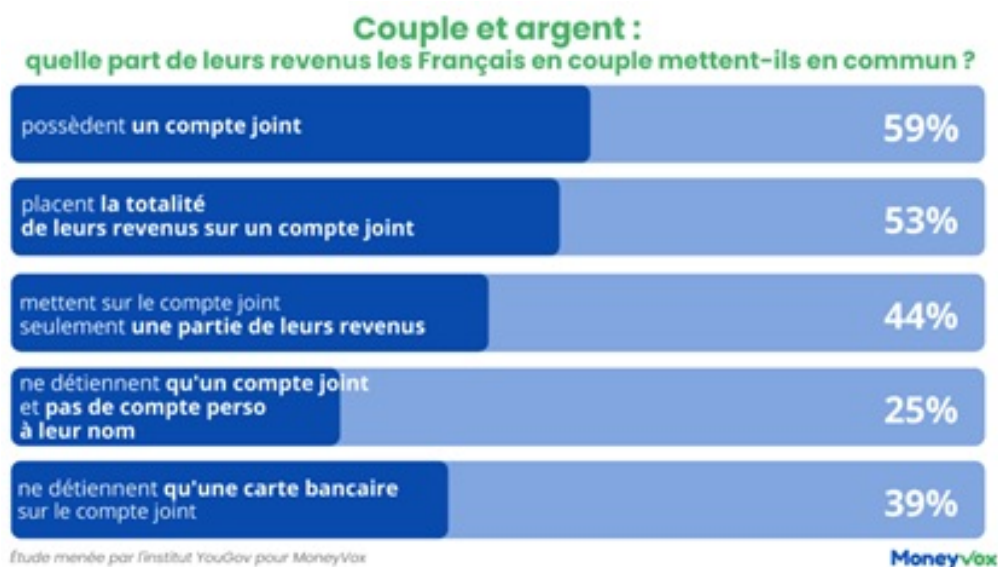
Ecrit par le 2 juillet 2026

Code napoléonien de 1804 en faisait un membre inférieur à l'homme, elle est largement incomplète. Ce n'est par exemple qu'en 1986 que les femmes mariées sous le régime de la communauté ont pu gérer avec leur conjoint les biens communs, ou qu'elles ont pu signer les déclarations de revenus. « Plus récemment, la loi Rixain de 2021 oblige les employeurs à verser les salaires obligatoirement sur un compte bancaire au nom de la salariée, permettant de mieux lutter contre les risques de domination économique », indique [Maxime Chipoy](#), président de MoneyVox.

Un argent très largement mis en commun

Seuls 39% des Français en couple gardent leur argent sur un compte personnel. Un tiers (34%) mixent compte personnel et compte joint, et un quart des couples ne possèdent qu'un compte joint. Et quand compte joint il y a, il y reçoit en majorité (53%) tous les revenus du couple.

« Sans être jamais majoritaire, le fait de ne posséder qu'un compte commun pour l'argent du couple croît progressivement avec l'âge : de 3% pour les 18-24 ans, il passe à 38% pour les retraités. Reste à savoir s'il s'agit d'un effet générationnel ou de la conviction de plus en plus forte que l'argent est commun ! », commente Maxime Chipoy.



©MoneyVox

Une répartition de plus en plus équitable

Quand l'argent est partagé, celui-ci passe, progressivement, de l'égalité à l'équité. « Dans la 1ère partie de la vie active, les couples mettent majoritairement la même part sur le compte commun (57% à 25-34 ans, 54% à 35-44 ans). Ce n'est qu'après 45 ans - peut-être parce qu'elle se fait plus fortement sentir, au détriment des femmes ? - que la différence de revenus est nettement prise en compte (47% à partir de 45 ans) », analyse Maxime Chipoy.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Quand l'argent est totalement commun, 77% des sondés indiquent consulter leur partenaire avant d'effectuer des dépenses. Seuls 23% des couples interrogés ne le font jamais. « De manière peut-être contre intuitive, les hommes sont 82% à déclarer consulter leur conjointe, dont 46% toujours, contre seulement 71% (dont 35% toujours) pour les femmes. 29% d'entre elles ne le font jamais ! », souligne Maxime Chipoy.

Des pratiques parfois dangereuses

Sur un compte commun, les co-titulaires du compte en sont tous les deux responsables. Il est impératif de rester vigilant, en cas de dettes excessives, ou si la situation se dégrade au sein du couple : le conjoint pourrait avoir à payer la dette de « l'ex » indélicat !

De même, 39% des couples ne détiennent qu'une seule carte bancaire associée au compte joint. « Une pratique interdite, car même reliée à un compte commun, une carte reste personnelle ! D'autant plus dommage que dans beaucoup de banques, la seconde carte est à 50%... et gratuites dans certaines banques en ligne ! », conclut Maxime Chipoy.

Enquête de MoneyVox et YouGov

Résultats historiques pour le Crédit Agricole Alpes Provence

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le Crédit Agricole Alpes Provence vient de présenter ses résultats 2024. Malgré une succession de crises multiples depuis 5 ans la banque coopérative régionale réalise des résultats historiques lui permettant d'afficher sa confiance dans sa capacité à soutenir l'investissement local.

« Dans un environnement exigeant, le Crédit Agricole Alpes Provence réalise en 2024 des résultats historiques qui donnent de la confiance pour entreprendre et nous permettent d'agir ensemble pour avoir de l'impact et faire rayonner le territoire », se félicitent les responsables de la banque régionale qui regroupe notamment 455 collaborateurs répartis dans les 41 agences de Vaucluse.

« Nous connaissons depuis 5 ans une succession de crises multiples qui ont provoqué de nombreux déséquilibres économiques et financiers avec de l'endettement et des mesures de soutien monétaire exceptionnelles, ont ainsi complété [Laurent Fromageau](#), directeur général, et [Franck Alexandre](#), président du conseil d'administration du Crédit Agricole Alpes Provence. Cet environnement incertain est peu favorable à la confiance et à la croissance, et il est exigeant pour les entrepreneurs. »

43 000 nouveaux clients

Malgré ce contexte, la banque coopérative affiche une activité commerciale dynamique sur tous les plans en 2024. Elle compte ainsi 43 000 nouveaux clients, un chiffre record. Dans le même temps le Crédit Agricole Alpes Provence constate une croissance tonique de sa base client (+2%) ainsi qu'une fidélisation accrue de sa clientèle avec une hausse de +4,2% pour les contrats assurances, de +3,2% pour les

Ecrit par le 2 juillet 2026

services de paiement et de 1,9% pour les services de banque au quotidien.

Côté crédit, les parts de marchés crédits et collecte sont en hausse : crédits à 18,63% (à fin octobre 2024), soit +0,23 point (par rapport à octobre 2023.) Collecte à 16,68% (à fin octobre 2024), soit +0,68 point (par rapport à octobre 2023).

[Le Crédit agricole Alpes-Provence offre des vélos électriques à ses collaborateurs](#)

9 décisions sur 10 sont prises en agence

« Cette dynamique s'explique par la satisfaction client, priorité numéro 1 du Crédit Agricole Alpes Provence. Nous avons par exemple une note Google de 4,84/5, ce qui nous place en 2^e position sur notre territoire par rapport à nos concurrents. Une dynamique qui s'explique également par l'autonomie, la confiance et la responsabilité en proximité, moteur de l'engagement des hommes et des femmes : 9 décisions sur 10 sont prises en agence », insiste 'la banque verte' regroupant au total 2 200 collaborateurs dans 154 agences en Vaucluse, Bouches-du-Rhône et Hautes-Alpes.

De quoi afficher un résultat net consolidé historique de 133,9M, en progression de 15% par rapport à 2023 (résultat net social normes françaises 102,9M€). Parallèlement, la solidité financière de l'établissement bancaire a été également été renforcée avec un ratio de liquidité s'élevant à 112,2%, un ratio de solvabilité de 21,57% ainsi qu'un niveau de couverture des risques un taux de 55,85%.

Quelques chiffres

- 19 Mds€ d'encours de crédits.
- 6 900 projets habitat particuliers et professionnels.
- 1 900 prêts étudiants
- 500 projets accompagnés par jour en financement, en assurant et en investissant en capital
- +15% d'activité crédits chez les professionnels et agriculture
- +3,2% de crédits d'équipement pour les entreprises.
- 33M€ engagés par le fonds Transitions de la banque pour financer des infrastructures de production d'énergie verte et renforcer les fonds propres des entreprises du territoire qui accélèrent les transitions.
- +10% de crédits actifs durables en 2024.

Soutien historique de l'agriculture

Par ailleurs, le Crédit Agricole Alpes Provence rappelle qu'il est un des soutiens historiques de l'agriculture.

« L'agriculture française est de plus en plus confrontée à des enjeux cruciaux pour son avenir, précise la banque. Elle doit faire face à de nombreux défis : renforcer sa compétitivité, s'adapter aux changements climatiques et répondre aux attentes sociétales. En tant que 1^{ère} banque mais également en tant que partenaire historique de l'agriculture depuis plus de 120 ans, le Crédit Agricole Alpes Provence accompagne toutes les agricultures de son territoire. Concrètement, nous avons mis en place en 2024 : 1 000 pauses "années blanches", ce qui représente un soutien de 150 000€. 41 Prêts à Taux Zéro pour

Ecrit par le 2 juillet 2026

jeunes agriculteurs, ce qui représente un soutien de 1,2M€. 800 000€ de soutien en trésorerie pour nos clients agriculteurs impactés par le gel. Toutes ces mesures se traduisent par la satisfaction de nos clients agriculteurs. L'Indice de recommandation client agriculteur est à +23 points en 2024, en augmentation de +15 par rapport à 2023. Notre caisse régionale est la 1ère des caisses régionales du groupe et la 1re de notre territoire en satisfaction client auprès des agriculteurs. En 2024, nous avons 234 nouveaux clients agricoles dont 88 jeunes agriculteurs, ce qui représente 84% des installations aidées du territoire. »

Le Crédit Agricole réaffirme son engagement auprès des vignerons

Après s'être mobilisé avec [la Safer pour soutenir les viticulteurs locaux face à la spéculation foncière des terres agricoles](#), le Crédit Agricole Alpes Provence fait partie des trois caisses régionales (avec celles de Sud Rhône Alpes et Languedoc) à avoir répondu à l'appel du Syndicat des Vignerons des Côtes du Rhône pour une rencontre en urgence dans l'objectif d'échanger sur la situation économique, les défis à venir et d'y apporter des solutions.



De gauche à droite : Alain Aubert, membre du Syndicat des Vignerons des Côtes du Rhône ; Jean-Pierre Gaillard, Président du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ; Daniel Connart, Président du Crédit Agricole du Languedoc ; Franck Alexandre, Président du Crédit Agricole Alpes Provence ; Damien

Ecrit par le 2 juillet 2026

Gilles Président du Syndicat des Côtes du Rhône ; Laurent Jeanneteau Directeur du Syndicat des Côtes du Rhône ; Claude Guigue Vice-Président du Crédit Agricole Languedoc. Crédit DR/CAAP

L'occasion pour [Damien Gilles](#), président du Syndicat de présenter en détail la situation économique, le démarrage de la campagne, ainsi que la vision et les objectifs 2025 : « Notre priorité est notamment d'assurer une juste rémunération des vignerons en sécurisant les contrats amonts à minima au niveau de coûts de production (modification de la loi Egalim), en fournissant des indicateurs de prix à la filière pour la vente de raisins et de vin en vrac mais aussi sur les certifications environnementales (HVE et BIO) et en permettant à la filière viticole d'accéder aux Organisations de Producteurs pour concentrer l'offre vrac. Nous devons aussi simplifier et adapter notre Cahier des charges au changement climatique, optimiser les coûts de contrôles pour les producteurs, et valoriser les démarches environnementales. »

Lors de cet échange, les 3 Caisses Régionales ont assuré les représentants du Syndicat des Vignerons des Côtes du Rhône de leur plein soutien.

« Face à la situation actuelle, la banque va jouer pleinement son rôle et être à l'écoute des vignerons et viticulteurs concernés pour trouver des solutions personnalisées et adaptées aux besoins de chacun ; assurent-elles. Le Crédit Agricole s'engage à nouveau aujourd'hui et précise qu'il est également important d'avoir une filière unie pour un accompagnement durable. »